



JUSTICE MENSTRUELLE

PLAN STRATEGIQUE
2026-2030



SOMMAIRE

1	SOMMAIRE
2	MOT DE LA PRESIDENTE
3	RESUME EXECUTIF
4	VISION, VALEURS ET MISSIONS
7	INTRODUCTION
8	CONTEXTE ET JUSTIFICATION
10	OBJECTIFS GENERAUX
11	DIAGNOSTIC STRATEGIQUE
18	PILIERES STRATEGIQUES
21	PLAN DE MISE EN OEUVRE ET BESOINS FINANCIERS
28	PLAN DE MOBILISATION DES RESSOURCES
31	SUIVI, EVALUATION ET ETUDES STRATEGIQUES
32	CONCLUSION

LA JUSTICE MENSTRUELLE N'EST PAS UN DROIT DE LA FEMME, C'EST NOTRE DROIT PRÉSENT



À chaque problème structurel, il existe une solution.

SATA SECK

Chaque génération hérite d'un combat. Le nôtre est celui de la dignité menstruelle. Un combat pour que plus jamais une fille ne manque l'école à cause de ses règles. Pour que plus jamais une femme ne soit contrainte de choisir entre sa dignité et un paquet de serviettes. Pour que la société reconnaisse enfin que l'hygiène menstruelle n'est pas une faveur, mais un droit fondamental.

Justice Menstruelle Sénégal est née d'un constat, mais surtout d'une conviction : nous ne pouvons pas bâtir un pays juste tant que la moitié de sa population vit chaque mois une injustice silencieuse.

Derrière ce mot, précarité menstruelle, se cache la réalité brutale de millions de femmes et de filles privées de leurs droits les plus élémentaires : étudier, travailler, se soigner, vivre avec dignité.

Mais je crois profondément que chaque problème structurel porte en lui sa solution. Et cette solution, nous la bâtissons ensemble, par la solidarité, par la politique, par l'innovation et par le courage collectif.

Ce plan stratégique 2026-2030 traduit cette conviction en action. Il s'appuie sur cinq piliers complémentaires :

1. L'accès gratuit et permanent aux protections hygiéniques dans les écoles, universités, hôpitaux, prisons et espaces publics.
2. L'éducation et la sensibilisation, pour lever les tabous et transformer les mentalités.
3. Le plaidoyer politique et fiscal, pour obtenir la suppression de la TVA sur les serviettes hygiéniques et faire reconnaître la santé menstruelle comme un droit fondamental.
4. L'engagement du secteur privé à travers la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), moteur essentiel du changement durable.
5. L'amélioration des infrastructures sanitaires, afin que chaque établissement dispose d'espaces sûrs et dignes pour toutes.

Ce plan quinquennal est notre boussole. Il s'inscrit dans une logique de souveraineté, d'équité et de durabilité. Il traduit notre contribution concrète aux Objectifs de Développement Durable (ODD) :

- ODD 3 (santé et bien-être)
- ODD 4 (éducation de qualité)
- ODD 5 (égalité entre les sexes)
- ODD 6 (eau propre et assainissement)
- ODD 10 (réduction des inégalités)

Mais au-delà des chiffres et des politiques publiques, ce plan est avant tout un appel à la responsabilité collective.

L'État doit agir.

Les entreprises doivent s'engager.

Et la société civile doit continuer de se lever.

La justice menstruelle n'est pas une revendication féminine : c'est une exigence de justice sociale, d'égalité des chances, de santé publique et de développement humain. C'est une promesse faite à nos filles : celle d'un avenir où elles pourront apprendre, travailler et rêver sans honte, sans interruption, sans exclusion.

À travers ce document, nous posons les fondations d'un mouvement durable, inclusif et ambitieux.

De la distribution annuelle de 192 000 kits hygiéniques à la rénovation d'espaces sanitaires et à la mise en œuvre de programmes d'éducation et de sensibilisation, chaque action poursuivra un même objectif : bâtir un Sénégal où aucune fille, aucune femme ne sera laissée de côté à cause de ses règles.

Je remercie toutes celles et ceux, institutions, entreprises, partenaires, bénévoles et citoyen·nes qui partagent cette vision et qui ont compris que la dignité menstruelle est le point de départ de l'égalité réelle.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Chaque mois, des millions de filles et de femmes au Sénégal vivent leurs règles dans des conditions indignes, faute de protections hygiéniques, d'infrastructures adaptées et de reconnaissance politique de ce droit fondamental. Ce qui devrait être un fait naturel de la vie devient un symbole d'exclusion, d'injustice et d'inégalité, révélateur des fractures sociales et économiques du pays.

Face à cette réalité silencieuse, Justice Menstruelle Sénégal (JMS) est née d'une conviction simple : la dignité menstruelle est un droit humain fondamental et universel.

Fondée à l'initiative de Sata Seck, aux côtés d'un collectif de citoyennes et de citoyens engagés issus des milieux associatif, académique et professionnel, l'association agit pour mettre fin à la précarité menstruelle à travers une approche citoyenne, inclusive et durable.

Son plan stratégique 2026–2030 s'inscrit pleinement dans les Objectifs de Développement Durable (ODD 3, 4, 5, 6 et 10) et dans la Stratégie Nationale de Développement (SND 2025–2029), en plaçant la santé, l'éducation, la dignité et la gouvernance éthique au cœur de l'action publique et citoyenne.

✱ Pour atteindre cet objectif, JMS déploie cinq leviers d'action prioritaires :

01

DISTRIBUTION

La distribution gratuite et permanente de protections hygiéniques dans les écoles, universités, daaras, hôpitaux et prisons ;

02

SENSIBILISATION

La sensibilisation et l'éducation à la santé menstruelle afin de briser les tabous et transformer les mentalités

03

PLAIDOYER

Le plaidoyer politique et fiscal, pour une TVA zéro sur les produits hygiéniques et la reconnaissance de la santé menstruelle comme un droit fondamental

04

MOBILISATION

La mobilisation du secteur privé via la RSE, pour soutenir durablement les campagnes de distribution et la rénovation d'infrastructures ;

05

RENOVATION

La rénovation et la construction de sanitaires adaptés, pour garantir l'hygiène, la santé et la dignité dans les établissements scolaires et publics.

Justice Menstruelle Sénégal agit comme un catalyseur de changement social et institutionnel, en travaillant en synergie avec les entreprises, les institutions, les parlementaires et les organisations internationales.

Elle fédère les citoyens, les ambassadrices, les acteurs communautaires et les décideurs politiques autour d'un même engagement : garantir à chaque fille et à chaque femme le droit de vivre ses règles dans la dignité et sans honte.

Sur la période 2026–2030, JMS prévoit la distribution de centaines de milliers de kits hygiéniques (environ 200 000) dans les zones les plus vulnérables, la rénovation d'espaces sanitaires scolaires et communautaires, ainsi que la mise en œuvre d'un programme national de sensibilisation impliquant les écoles, les médias, les associations et les relais communautaires.

Ces actions seront accompagnées d'un plan de mobilisation des ressources combinant financements institutionnels, contributions RSE, crowdfunding et mécénat citoyen, dans une logique de transparence et de redevabilité.

En plaçant la dignité au cœur du développement humain, Justice Menstruelle Sénégal se définit comme un mouvement social et citoyen au service d'un Sénégal plus juste, plus égalitaire et plus solidaire. Elle appelle à une mobilisation nationale fondée sur la responsabilité, la solidarité et la foi en une société qui ne laisse personne de côté, pour que plus jamais une fille ne soit absente, humiliée ou privée d'avenir à cause de ses règles.



VISION, MISSION ET VALEURS

L'Association Justice Menstruelle Sénégal (JMS) est née d'un constat à la fois simple et bouleversant. Si la précarité menstruelle existe encore dans les pays développés où l'État-providence assure une certaine protection sociale, qu'en est-il alors des pays à faible revenu, où les femmes et les filles font face à des inégalités bien plus profondes ?

Le constat a été plus qu'alarmant : au Sénégal, des millions de femmes vivent chaque mois leurs règles dans des conditions indignes, faute de protections adaptées, d'infrastructures sanitaires adéquates et de reconnaissance sociale et politique de cette réalité universelle.

Face à cette injustice silencieuse, Sata Seck, militante engagée pour la justice sociale et l'égalité de genre, a initié la création de Justice Menstruelle Sénégal, avec la conviction que la dignité menstruelle doit devenir un droit effectif.

Autour de cette vision, un collectif de citoyennes et de citoyens issus des milieux associatif, académique et professionnel s'est réuni pour donner corps au projet. Ensemble, ils œuvrent à inscrire la santé menstruelle dans les politiques publiques, à briser le tabou social qui entoure les règles et à mobiliser les entreprises à travers la Responsabilité Sociétale (RSE) pour faire de la dignité menstruelle une cause nationale.

Fidèle à cet esprit fondateur, Justice Menstruelle Sénégal s'est dotée d'une vision claire, d'une mission structurée et de valeurs fortes qui orientent l'ensemble de ses actions.





NOTRE VISION

La vision de Justice Menstruelle Sénégal est celle d'un pays où aucune fille, aucune femme ne sera freinée dans son éducation, sa santé ou sa dignité à cause de ses règles. Nous aspirons à bâtir un Sénégal où la justice sociale, l'égalité des chances et la santé publique deviennent des réalités vécues.

Cette vision s'inscrit dans une approche de développement humain durable, convaincue que la dignité menstruelle n'est pas un luxe, mais un droit fondamental. Elle repose sur une certitude simple : il ne peut y avoir d'égalité réelle sans égalité d'accès à la santé menstruelle. Un pays qui protège ses femmes protège son avenir.

NOTRE MISSION

La mission de Justice Menstruelle Sénégal (JMS) est d'apporter une réponse structurelle, durable et inclusive à la précarité menstruelle. Notre objectif est de garantir à chaque fille et à chaque femme l'accès gratuit, permanent et équitable à des protections hygiéniques de qualité, tout en œuvrant à l'amélioration de leurs conditions d'hygiène et de santé.

Nous travaillons à briser le tabou des règles à travers l'éducation, la sensibilisation et la formation communautaire, dans les écoles, les universités, les médias et les espaces publics.

JMS promeut également la production locale et durable de serviettes hygiéniques réutilisables, jetables et biodégradables, afin de renforcer la souveraineté économique et sanitaire du pays.

Notre mission inclut aussi la rénovation et la construction de sanitaires adaptés, indispensables pour que les filles et les femmes puissent étudier, travailler et vivre dans la dignité.

Enfin, nous portons un plaidoyer politique et fiscal ambitieux, visant à inscrire la santé menstruelle comme un droit fondamental et à obtenir la suppression de la TVA sur les produits hygiéniques.

À travers la mobilisation des entreprises, des institutions, de la diaspora et des citoyen·nes, JMS cherche à bâtir un mouvement national fondé sur la responsabilité collective et la solidarité active.



NOS VALEURS

Les valeurs de Justice Menstruelle Sénégal traduisent l'essence même de notre engagement.

Elles orientent nos choix, inspirent nos actions et garantissent la cohérence de notre démarche :

Dignité : Chaque fille et chaque femme a le droit de vivre ses règles sans honte, sans peur et sans exclusion.

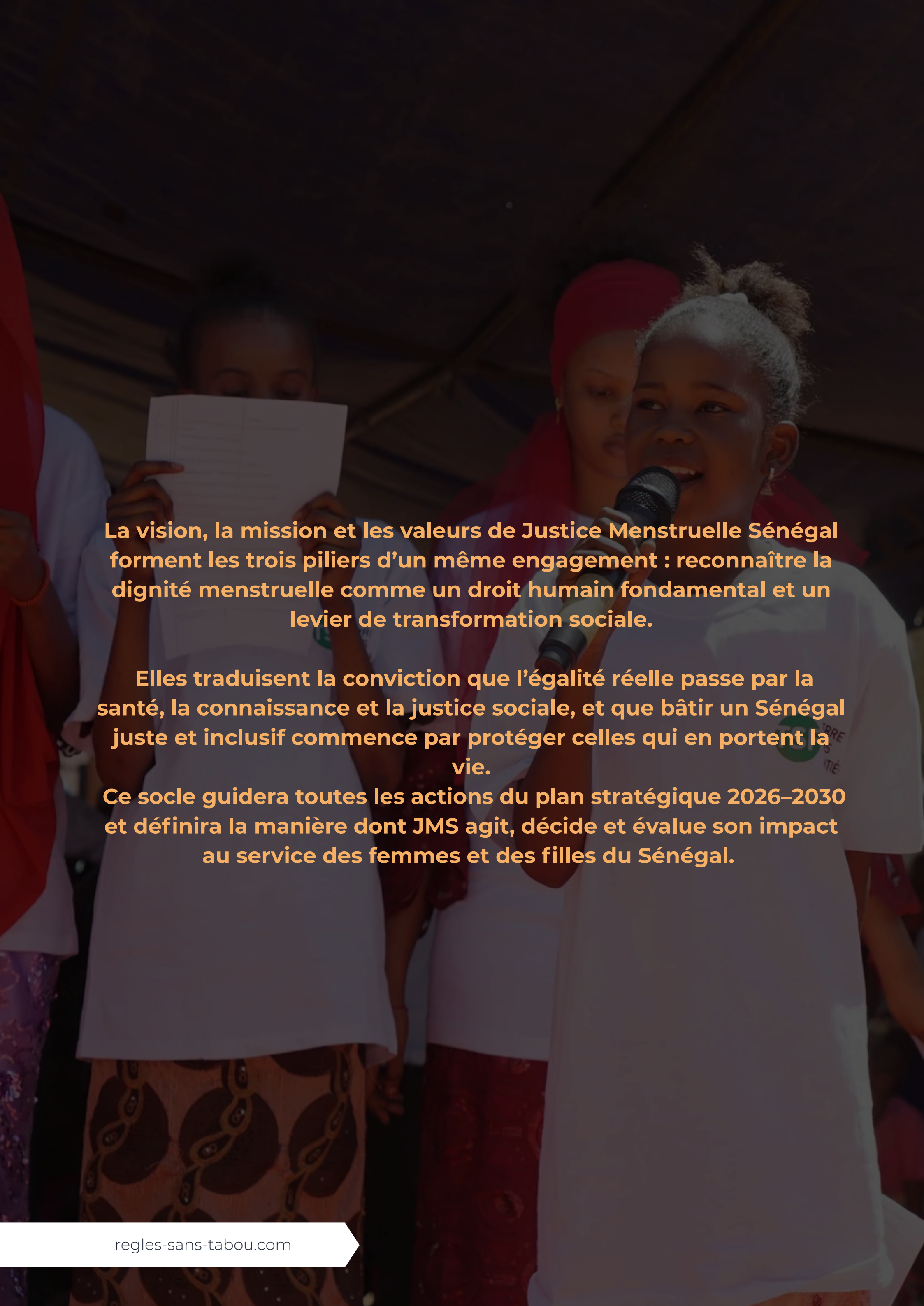
Égalité : La santé menstruelle conditionne l'accès à l'éducation, à l'emploi et à la pleine citoyenneté.

Solidarité : Notre action repose sur une approche communautaire, inclusive et participative.

Responsabilité : L'État, les entreprises et la société civile partagent le devoir de combattre la précarité menstruelle.

Durabilité : Nous privilégions des solutions locales, écologiques et économiquement viables, inscrites dans l'économie circulaire.

Transparence : Nous rendons compte de nos actions, de nos résultats et de nos impacts dans un souci constant de confiance et de redevabilité.



La vision, la mission et les valeurs de Justice Menstruelle Sénégal forment les trois piliers d'un même engagement : reconnaître la dignité menstruelle comme un droit humain fondamental et un levier de transformation sociale.

Elles traduisent la conviction que l'égalité réelle passe par la santé, la connaissance et la justice sociale, et que bâtir un Sénégal juste et inclusif commence par protéger celles qui en portent la vie.

Ce socle guidera toutes les actions du plan stratégique 2026–2030 et définira la manière dont JMS agit, décide et évalue son impact au service des femmes et des filles du Sénégal.

INTRODUCTION

Ce document constitue le plan stratégique quinquennal 2026–2030 de l'Association Justice Menstruelle Sénégal (JMS).

Il vise à présenter le contexte, la vision, les missions, les objectifs, les attentes et les principales actions que l'association entend mettre en œuvre sur cette période pour répondre durablement au défi de la précarité menstruelle au Sénégal, et plus largement en Afrique de l'Ouest.

Ce plan s'aligne sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier :

- **ODD 3 : Santé et bien-être,**
- **ODD 4 : Éducation de qualité,**
- **ODD 5 : Égalité entre les sexes,**
- **ODD 8 : Travail décent et croissance économique**

Ce cadre stratégique a une double vocation, d'une part, guider l'action des membres de l'association en définissant un fil conducteur cohérent pour la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des activités. D'autre part, informer et mobiliser les partenaires institutionnels, privés et communautaires autour de la vision et de l'urgence d'agir collectivement pour mettre fin à la précarité menstruelle.

La justice menstruelle est avant tout une question de dignité humaine. Elle touche à l'essentiel : la santé, l'éducation, l'égalité et la liberté. Chaque mois, des millions de filles et de femmes vivent leurs règles dans des conditions indignes, faute de protections adaptées, de structures sanitaires adéquates et de reconnaissance sociale et politique. Ce qui devrait être un fait naturel de la vie devient une source d'exclusion, d'injustice et parfois même de danger.

Chez Justice Menstruelle Sénégal, nous refusons ce silence.

Nous refusons de considérer les menstruations comme une affaire privée, secondaire ou honteuse. En réalité, elles se situent au cœur des inégalités sociales et de genre. Comme le souligne la sociologue américaine Chris Bobel, spécialiste des études menstruelles : "Les règles sont universelles, mais leur gestion est profondément inégale".

Tant que cette inégalité persiste, l'égalité réelle entre les sexes restera incomplète. C'est pourquoi JMS se donne pour mission de traduire la dignité menstruelle en politiques, en infrastructures, en actions concrètes et en changement culturel durable.

CE DOCUMENT S'ARTICULE AUTOUR DE CINQ AXES MAJEURS

01 CONTEXTE ET LA JUSTIFICATION

02 LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET SPÉCIFIQUES

03 DIAGNOSTIC STRATÉGIQUE : ANALYSES PESTEL ET SWOT

04 LES AXES ET PILIERS STRATÉGIQUES

05 PLAN DE MISE EN ŒUVRE, MOBILISATION DES RESSOURCES ET BUDGET PRÉVISIONNEL



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La précarité menstruelle en Afrique est un enjeu majeur de santé publique, de dignité humaine et d'Égalité des genres. Elle n'est pas un slogan : c'est une réalité vécue par des millions de femmes et de filles, une réalité encore largement invisibilisée et minimisée. Elle désigne l'ensemble des difficultés liées à l'accès aux protections hygiéniques, aux infrastructures adaptées, à l'information fiable et à la reconnaissance sociale et politique des menstruations.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) rappelle que la gestion hygiénique des menstruations (GHM) fait partie intégrante de la santé publique et des droits humains fondamentaux (OMS, 2020). Pourtant, dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, dont le Sénégal, ce droit n'est ni garanti ni pleinement reconnu par les politiques publiques.

Chaque mois, des millions de femmes et de jeunes filles sénégalaises n'ont pas accès à des protections hygiéniques adaptées, en raison de leur coût élevé, de la taxation de 18 % (TVA) et du niveau persistant de pauvreté. Selon l'UNICEF, une adolescente peut perdre jusqu'à 20 % de son temps scolaire chaque année à cause de ses menstruations, une réalité qui compromet son éducation, limite ses perspectives économiques et accentue les inégalités de genre.

Cette précarité menstruelle est aggravée par des facteurs interconnectés : le coût prohibitif des produits, les tabous culturels persistants, le manque d'infrastructures adéquates (points d'eau, sanitaires, espaces d'hygiène dans les écoles et lieux publics), mais aussi l'absence d'une politique nationale cohérente sur la santé menstruelle.

À cela s'ajoute une dimension psychologique et sociale, souvent négligée : la honte, la stigmatisation et le silence qui entourent encore les règles, entraînant une exclusion silencieuse mais profonde des femmes et des filles dans la société.

Ce silence et ce tabou font que beaucoup de femmes ne sont pas suffisamment informées sur l'hygiène menstruelle et préfèrent taire certains de leurs ressentis, ce qui peut accentuer les risques d'infection.

La Justice menstruelle apparaît donc comme une réponse structurelle à ces multiples inégalités. Elle vise à reconnaître les menstruations comme un enjeu de dignité et de citoyenneté, à garantir un accès équitable aux protections, à sensibiliser durablement la société et à intégrer la santé menstruelle dans les politiques publiques nationales.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'objectif principal de Justice Menstruelle Sénégal (JMS) est de garantir à toutes les jeunes filles et femmes un accès durable à des kits hygiéniques de qualité et à moindre coût, tout en améliorant leurs conditions d'hygiène et de dignité dans les établissements qu'elles fréquentent : écoles, collèges, daaras, universités, centres pénitentiaires, hôpitaux et espaces publics.

À travers cette ambition, JMS vise à :

Réduire le taux d'absentéisme scolaire lié aux menstruations

Contribuer à la santé et au bien-être des femmes et des adolescentes

Porter un plaidoyer national et institutionnel pour une prise en charge politique, fiscale et sociale de la santé menstruelle

Sensibiliser l'ensemble de la société sur un sujet encore perçu comme sensible ou tabou, afin de lever les stigmatisations et de transformer durablement les mentalités.

Pour atteindre ces objectifs, l'association s'engage à travailler en synergie avec l'ensemble des acteurs et parties prenantes : l'État, les collectivités territoriales, les entreprises, les organisations internationales, les ONG, les associations de femmes, les communautés locales et les Badienou Gokh.

DIAGNOSTIQUE STRATEGIQUE

Le projet Justice Menstruelle Sénégal (JMS) tire sa pertinence des inégalités structurelles persistantes dans la prise en charge de la santé, de l'éducation et de la dignité des femmes et des filles, particulièrement dans les pays à revenu faible.

Ces inégalités trouvent leur origine dans des insuffisances économiques, politiques et sociales qui limitent la mise en œuvre de politiques publiques équitables et inclusives.

La justice menstruelle s'inscrit au croisement de plusieurs enjeux fondamentaux : la santé publique, l'égalité des genres, la dignité humaine et l'inclusion économique et sociale. Elle interroge profondément les modèles de gouvernance et de développement, en révélant la manière dont les inégalités de genre se traduisent dans le quotidien des femmes et des filles, à l'école, dans les espaces de travail, ou au sein même des communautés.

Dans le contexte sénégalais, marqué par l'adoption de la Stratégie Nationale de Développement (SND 2025–2029), JMS s'inscrit pleinement dans les priorités nationales qui visent à bâtir un développement endogène, inclusif et souverain.

La SND repose sur quatre grands axes structurants :

- Une économie compétitive et résiliente,
- Un capital humain de qualité,
- Un aménagement durable du territoire,
- Et une gouvernance éthique et participative.

Ces orientations offrent à Justice Menstruelle Sénégal un environnement politique et institutionnel propice, mais aussi exigeant, qui appelle à une action structurée, intersectorielle et durable.

Pour répondre à ces défis et saisir les opportunités existantes, il est essentiel d'analyser le contexte global d'intervention de JMS à travers une étude approfondie des facteurs externes.

C'est dans cette perspective qu'une analyse PESTEL s'impose, afin de mieux comprendre les dynamiques politiques, économiques, sociales, technologiques, environnementales et légales susceptibles d'influencer la mise en œuvre du plan stratégique 2026–2030.

ANALYSE PESTEL

L'analyse PESTEL permet d'identifier les facteurs externes : politiques, économiques, sociaux, technologiques, environnementaux et légaux qui influencent la mise en œuvre du Plan stratégique 2026–2030 de Justice Menstruelle Sénégal (JMS).

Elle offre une compréhension globale du contexte national et international dans lequel s'inscrit l'action de l'association, afin d'orienter les décisions stratégiques et de maximiser l'impact social, institutionnel et communautaire du projet.

Cet outil d'analyse permet ainsi à JMS d'adapter ses interventions aux réalités du terrain, de saisir les opportunités offertes par son environnement et d'anticiper les défis susceptibles d'affecter la réussite de sa mission.

CONTEXTE POLITIQUE

Sur le plan politique, le Sénégal traverse une période de renouveau stratégique marquée par la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement (SND 2025–2029).

L'État sénégalais réaffirme sa volonté de bâtir une économie souveraine, équitable et inclusive, fondée sur la valorisation du capital humain et la justice sociale.

Le deuxième axe de la SND, consacré au capital humain et à l'équité sociale, place la santé, l'éducation et l'égalité de genre au cœur des priorités nationales. Dans ce contexte, la question de la précarité menstruelle, qui touche directement à la scolarisation des filles, à la santé publique et à la dignité des femmes, s'intègre naturellement dans les politiques publiques à renforcer.

Le projet Justice Menstruelle Sénégal (JMS) s'inscrit ainsi comme une initiative citoyenne et complémentaire aux priorités de la SND, contribuant à la réduction des inégalités et à la promotion du bien-être féminin dans les politiques publiques.

L'association peut également s'appuyer sur les programmes de décentralisation qui encouragent les initiatives territoriales d'inclusion sociale, ainsi que sur des partenariats structurants avec les ministères concernés (Femme, Santé, Éducation, Collectivités territoriales) et les agences de coopération internationale (UNFPA, ONU Femmes, UNICEF).

Cependant, la précarité menstruelle demeure largement absente des politiques sociales et sanitaires au Sénégal, comme dans de nombreux pays africains. Cette absence traduit un angle mort institutionnel que JMS entend corriger à travers un plaidoyer fort, visant à inscrire la dignité menstruelle dans les priorités nationales et à encourager l'adoption d'une politique publique spécifique et durable sur la santé menstruelle.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Malgré des avancées économiques réelles, le Sénégal reste marqué par une pauvreté structurelle persistante et un endettement public élevé, estimé à près de 119 % du PIB selon les rapports récents d'audit des finances publiques.

Cette fragilité économique a un impact direct sur les femmes et les jeunes filles, dont les conditions de vie demeurent précaires, en particulier dans les zones rurales et périurbaines.

Selon la Banque africaine de développement, environ 32 % de la population vivait encore en 2019 sous le seuil de pauvreté, soit moins de deux dollars par jour, l'équivalent du prix d'un kit hygiénique. Cette donnée illustre une réalité profondément injuste : l'accès à la santé menstruelle est devenu un luxe pour des millions de femmes, alors même qu'il s'agit d'un besoin biologique fondamental.

La précarité menstruelle n'est donc pas seulement une question de santé, mais bien une manifestation de la pauvreté et des inégalités économiques.

Le Sénégal cherche aujourd'hui à renforcer sa souveraineté productive et à réduire sa dépendance aux importations, conformément à la Stratégie Nationale de Développement (SND 2025–2029).

Les axes de la SND consacrés à l'emploi féminin, à l'économie sociale et solidaire et à la production locale durable offrent un cadre favorable à la promotion d'initiatives citoyennes comme Justice Menstruelle Sénégal (JMS).

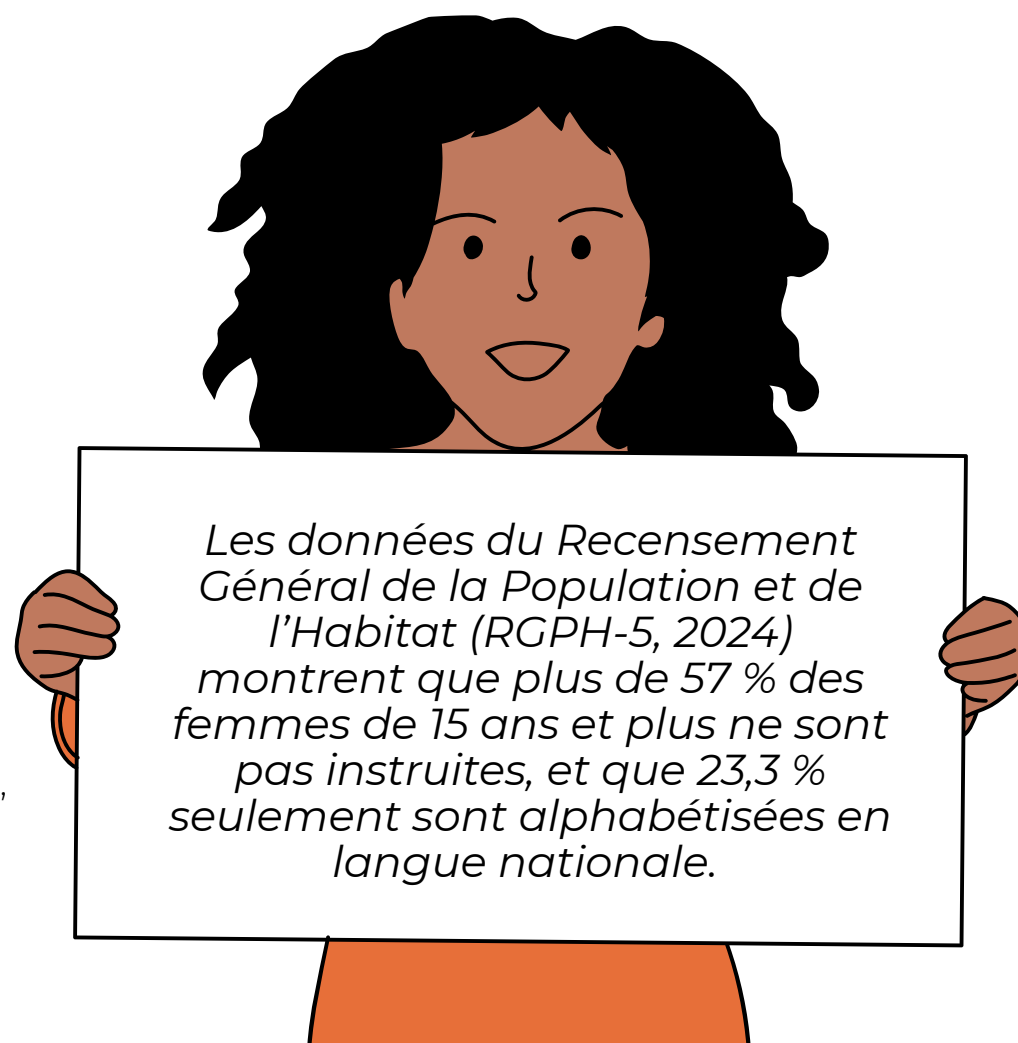
Sans se substituer aux acteurs industriels, JMS entend accompagner et valoriser les productrices locales de serviettes réutilisables et biodégradables, en encourageant les circuits courts et la durabilité écologique.

Le marché des produits menstruels au Sénégal représente un enjeu économique majeur. On estime à plus de cinq millions le nombre de femmes en âge de procréer (ANSD, 2024), et la dépense annuelle moyenne pour les produits menstruels varie entre 12 000 et 15 000 FCFA par femme, soit un marché global évalué entre 60 et 80 milliards de FCFA.

Or, plus du tiers des Sénégalaises vivent sous le seuil de pauvreté, rendant ces produits difficilement accessibles.

En soutenant la production locale, la distribution gratuite et la réduction des taxes, JMS contribue à réduire les inégalités d'accès, à préserver le pouvoir d'achat des familles et à renforcer la souveraineté économique et sanitaire du pays. Enfin, le levier de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) constitue une opportunité majeure. Les entreprises sénégalaises et internationales, de plus en plus engagées dans les Objectifs de Développement Durable (ODD), recherchent des projets à fort impact social et mesurable.

Dans ce contexte, Justice Menstruelle Sénégal peut devenir un partenaire stratégique privilégié, en favorisant des collaborations durables entre les secteurs public, privé et communautaire autour d'un même objectif : garantir la dignité menstruelle pour toutes.



Les données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-5, 2024) montrent que plus de 57 % des femmes de 15 ans et plus ne sont pas instruites, et que 23,3 % seulement sont alphabétisées en langue nationale.

DIMENSION SOCIALE

La Stratégie Nationale de Développement (SND 2025–2029) fait de la cohésion sociale, de la santé et de l'éducation les piliers du développement humain. Dans ce cadre, la justice menstruelle représente un enjeu central de dignité, d'égalité et d'inclusion.

Les menstruations, encore entourées de tabous culturels et de préjugés religieux, constituent un frein silencieux à la scolarisation, à l'insertion sociale et à la pleine citoyenneté des filles. Elles traduisent une forme de violence symbolique qui prive des milliers de jeunes filles de leur droit à l'éducation, à la santé et à la dignité.

Les données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-5, 2024) montrent que plus de 57 % des femmes de 15 ans et plus ne sont pas instruites, et que 23,3 % seulement sont alphabétisées en langue nationale.

Dans ce contexte, le projet Justice Menstruelle Sénégal (JMS) s'attache à briser ces barrières sociales et culturelles. Il agit à travers :

- La distribution gratuite de protections hygiéniques,
- La sensibilisation communautaire et scolaire,
- Et la formation des relais sociaux (enseignants, leaders communautaires, garçons et hommes) pour créer une culture du respect et de la dignité menstruelle.

Cette approche inclusive et participative vise à transformer durablement les mentalités et à faire de la santé menstruelle un levier de justice sociale et d'égalité réelle.

Ainsi, JMS ne se limite pas à répondre à un besoin matériel : elle contribue à reconstruire un lien social fondé sur la solidarité, la connaissance et la dignité.

FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX

Les enjeux environnementaux occupent désormais une place centrale dans toute stratégie de développement durable. La gestion des déchets menstruels, souvent ignorée dans les politiques publiques, constitue un défi majeur au Sénégal. La majorité des protections hygiéniques jetables disponibles sur le marché sont non biodégradables et composées de plastiques et de dérivés chimiques. Leur accumulation génère une pollution croissante, notamment dans les zones urbaines où les systèmes de gestion des déchets sont déjà saturés. Consciente de cette réalité, Justice Menstruelle Sénégal (JMS) inscrit son action dans une logique d'économie verte et circulaire. Elle encourage l'utilisation et la promotion de solutions réutilisables, biodégradables et locales, tout en sensibilisant les bénéficiaires à une gestion responsable des déchets menstruels.

À travers ses campagnes de sensibilisation, JMS souhaite briser le silence qui entoure la gestion des protections usagées leur lavage, leur séchage ou leur élimination, afin de promouvoir des pratiques à la fois saines pour les femmes et respectueuses de l'environnement.

Sur le long terme, l'association ambitionne de développer des partenariats avec les municipalités, les écoles et les programmes environnementaux pour intégrer un volet spécifique de gestion des déchets menstruels dans les plans locaux de salubrité et d'assainissement.

Ces actions permettront de renforcer la cohérence du projet avec la Stratégie Nationale de Développement (SND 2025–2029) et les engagements internationaux du Sénégal au titre de l'Accord de Paris sur le climat.

Ainsi, la justice menstruelle ne se limite pas à un combat social : elle participe aussi à la préservation de l'environnement et à la transition écologique, en liant dignité, durabilité et responsabilité collective.

CADRE LÉGAL ET INSTITUTIONNEL

Le contexte institutionnel sénégalais est marqué par une volonté affirmée de réforme, de transparence et de bonne gouvernance, conformément à l'axe 4 de la Stratégie Nationale de Développement (SND 2025–2029).

Plusieurs dispositifs législatifs et politiques encadrent déjà les questions sociales : les lois sur la décentralisation, la protection sociale, la santé publique, l'éducation nationale et l'économie sociale et solidaire.

Ces textes offrent un cadre propice à la mise en œuvre d'initiatives communautaires innovantes, mais demeurent silencieux sur la santé menstruelle et la dignité des femmes face à ce besoin universel.

À ce jour, aucune législation spécifique ne garantit le droit à la santé menstruelle ou l'accès gratuit et équitable aux protections hygiéniques.

Ce vide juridique maintient la précarité menstruelle dans une zone grise des politiques publiques, entre santé, éducation et protection sociale.

Dans cette perspective, Justice Menstruelle Sénégal (JMS) milite pour l'adoption d'une « Loi sur la dignité menstruelle », inspirée des avancées observées dans d'autres pays (Écosse, Kenya, Zambie).

Cette loi viserait à :

Instaurer une gratuité ciblée pour les populations les plus vulnérables ;

Exonérer de la TVA les produits d'hygiène menstruelle ;

Et reconnaître la santé menstruelle comme un droit fondamental, indissociable du droit à la santé, à l'éducation et à la dignité humaine.

En complément, JMS plaide pour la création d'un label national de certification des produits hygiéniques, garantissant leur qualité, leur sécurité et leur accessibilité.

Ce label, dont la dénomination sera définie ultérieurement en concertation avec les autorités et les partenaires, permettra de renforcer la régulation du secteur, de protéger les consommatrices et de valoriser les initiatives locales de production durable.

Le principal défi demeure la lenteur du processus législatif et la fragmentation institutionnelle entre les ministères concernés (Santé, Femme, Éducation, Finances, Collectivités territoriales).

Pour y répondre, JMS encourage une approche de coalition multipartite, réunissant parlementaires, ONG, associations de femmes, acteurs économiques et collectivités locales, afin de porter ce plaidoyer de manière concertée et durable.

En s’inscrivant dans ce cadre, la justice menstruelle peut devenir un levier de gouvernance inclusive et un indicateur du progrès social du Sénégal, au même titre que la santé maternelle, l’éducation des filles et la protection sociale universelle.

Dimension	Opportunités clés	Risques majeurs	Position SND
Politique	Alignement avec axe 2 (équité sociale)	Manque de coordination interministérielle	Fort
Économique	Industrialisation locale, RSE, PPP	Pouvoir d’achat faible	Fort
Social	Inclusion, égalité genre	Tabous, accès rural	Très fort
Technologique	Innovation locale, digitalisation	Dépendance importations	Moyen
Environnemental	Économie circulaire, financements verts	Manque de filière déchets	Fort
Légal	Plaidoyer fiscal, ESS	Lenteur réglementaire	Moyen à fort

Ce tableau récapitule les principaux facteurs externes influençant la mise en œuvre du plan stratégique 2026–2030, en soulignant à la fois les opportunités à saisir et les risques à anticiper pour garantir la durabilité et l’impact des actions de Justice Menstruelle Sénégal.

La section suivante propose une analyse interne de l’organisation à travers la matrice SWOT, afin d’évaluer ses capacités, ses défis et ses leviers d’action dans ce contexte.

ANALYSE SWOT

L'analyse SWOT permet d'évaluer la position stratégique actuelle de Justice Menstruelle Sénégal en identifiant ses forces, ses faiblesses, ainsi que les opportunités et menaces de son environnement.

Cet exercice aide à affiner la stratégie de l'association, à consolider ses leviers d'action et à anticiper les défis liés à la mise en œuvre du plan 2026–2030.

FORCES (STRENGTHS)

Justice Menstruelle Sénégal dispose de plusieurs atouts qui renforcent sa crédibilité et son potentiel d'impact :

- Une vision claire et mobilisatrice, centrée sur la dignité, l'Égalité et la justice sociale.
- Un leadership engagé et pluridisciplinaire réunissant militant·es, chercheur·ses et professionnel·les du terrain.
- Une légitimité citoyenne forte, fondée sur la proximité avec les réalités vécues par les femmes et les jeunes filles.
- Une communication cohérente et inclusive, soutenue par une présence active sur les réseaux sociaux et des campagnes digitales impactantes.
- Une structure souple et participative, facilitant la réactivité, l'innovation et la co-construction des actions.
- Une thématique porteuse et transversale, liée à la santé, à l'éducation, à la dignité et à la gouvernance éthique, qui attire naturellement l'intérêt des institutions et des partenaires RSE.

MENACES (THREATS)

Le contexte national et international offre plusieurs leviers favorables à la réussite du plan stratégique :

- L'existence d'un contexte politique favorable à l'Égalité des genres, soutenu par la SND 2025–2029 et les ODD.
- L'intérêt croissant des entreprises pour la RSE, notamment sur les questions de santé et d'inclusion sociale.
- Le soutien des organisations internationales (ONU Femmes, UNICEF, UNFPA, Banque mondiale) à la santé et à l'éducation des filles.
- La montée d'une génération militante et connectée, ouverte au plaidoyer numérique et à la mobilisation communautaire.
- La disponibilité de partenaires locaux (ONG, associations, établissements scolaires) facilitant la mise en œuvre et le maillage territorial.
- Le développement de plateformes de crowdfunding et de mécénat participatif, permettant de diversifier les sources de financement.

FAIBLESSES (WEAKENESS)

Malgré son dynamisme, JMS fait face à certaines limites structurelles :

- Une capacité financière encore limitée, dépendante de dons, partenariats ponctuels et campagnes de financement participatif.
- Une équipe opérationnelle restreinte, nécessitant un renforcement des ressources humaines et techniques.
- L'absence d'une base de données nationale consolidée sur la précarité menstruelle, rendant difficile la mesure d'impact à grande échelle.
- Une visibilité institutionnelle encore en construction, notamment auprès des décideurs politiques et bailleurs internationaux.
- Des moyens logistiques inégaux pour la distribution dans les zones rurales et enclavées.

OPPORTUNITES (OPPORTUNITIES)

Certaines contraintes externes pourraient freiner la mise en œuvre du plan si elles ne sont pas anticipées :

- Une instabilité économique ou politique pouvant réduire les financements publics et privés.
- La persistance des tabous et résistances culturelles autour des menstruations, freinant l'adhésion sociale dans certaines zones.
- La concurrence ou récupération de la thématique par des acteurs institutionnels ou commerciaux sans approche sociale réelle.
- Le risque de dépendance financière à des partenaires extérieurs, compromettant l'autonomie de l'association.
- Les inégalités territoriales d'accès aux infrastructures, qui rendent difficile la distribution et le suivi dans les zones rurales.

Forces (S)	Faiblesses (W)
Vision claire et inclusive	Ressources financières limitées
Leadership engagé et crédible	Équipe opérationnelle réduite
Légitimité citoyenne forte	Manque de données consolidées
Communication digitale efficace	Visibilité institutionnelle encore faible
Thématique transversale porteuse	Moyens logistiques inégaux

Opportunités (O)	Menaces (T)
Contexte politique favorable à l'égalité de genre et à la santé publique	Instabilité économique ou politique pouvant réduire les financements
Intérêt croissant des entreprises pour la RSE et la santé menstruelle	Persistance des tabous et résistances culturelles autour des menstruations
Soutien d'organisations internationales aux programmes d'éducation et de santé	Concurrence ou récupération du thème par des acteurs non engagés socialement
Disponibilité de partenaires locaux (ONG, écoles, collectivités)	Dépendance financière à des partenaires extérieurs
Développement de plateformes de mécénat et de crowdfunding	Inégalités territoriales d'accès aux infrastructures et à l'eau

Ce tableau offre une vision synthétique des atouts internes et des défis externes de Justice Menstruelle Sénégal, permettant d'orienter les priorités du plan stratégique 2026–2030.

Il met en évidence la nécessité de consolider les capacités internes de l'association tout en tirant parti d'un contexte national et international favorable à l'Égalité et à la dignité menstruelle. Cette analyse met en évidence une association solide dans sa vision, légitime dans son action et prometteuse dans son impact, mais qui doit renforcer ses capacités internes et sa visibilité institutionnelle pour consolider son influence.

Elle offre également à JMS l'opportunité d'asseoir son rôle de catalyseur social et de mobiliser durablement les partenaires publics, privés et communautaires autour d'une cause nationale : la dignité menstruelle pour toutes.



PILIERS STRATEGIQUES



Le plan stratégique 2026–2030 de Justice Menstruelle Sénégal (JMS) repose sur cinq piliers interdépendants qui traduisent sa mission et sa vision d'un Sénégal où chaque fille et chaque femme peut vivre ses règles dans la dignité. Ces piliers structurent l'action de l'association, guident la planification de ses activités et définissent les priorités d'investissement social pour les cinq prochaines années.

ACCÈS ET DISTRIBUTION GRATUITE DE PROTECTIONS HYGIÉNIQUES

Ce premier pilier vise à garantir que toutes les filles et femmes, en particulier celles issues de zones rurales et défavorisées, puissent accéder à des produits menstruels sûrs, abordables et disponibles.

Dès 2026, le programme prévoit la distribution gratuite de 48 000 kits de serviettes hygiéniques par trimestre, soit 192 000 kits par an, progressivement à travers les 14 régions du Sénégal, en ciblant prioritairement les zones rurales, les écoles et les structures communautaires accueillant des jeunes filles.

Ces distributions s'accompagneront de collectes de données sur les besoins, pour mieux ajuster les volumes et anticiper la création d'une unité de production locale prévue à partir de 2028. L'objectif à moyen terme est de renforcer l'autonomie économique du projet en produisant localement 5 millions de kits par an, dont une partie vendue à prix social pour assurer la pérennité du modèle.

PLAIDOYER ET POLITIQUES PUBLIQUES

Le troisième levier s'attaque aux freins structurels et réglementaires qui entretiennent la précarité menstruelle.

Le projet mènera un plaidoyer ciblé auprès des autorités publiques et des institutions partenaires pour :

- L'élimination de la TVA sur les produits menstruels et la mise en place de subventions étatiques pour les produits essentiels;
- La création d'un statut d'assistantes sociales scolaires dédiées à la santé menstruelle et à l'hygiène féminine dans les établissements publics ;
- La collaboration avec les ministères clés (Santé, Femme, Éducation, Jeunesse) afin d'inscrire la santé menstruelle dans les politiques publiques nationales;
- L'adoption de normes sanitaires et éducatives sur la gestion de l'hygiène menstruelle dans les écoles et lieux publics.

SENSIBILISATION ET ÉDUCATION

Changer les comportements et déconstruire les tabous autour des menstruations constitue le deuxième pilier stratégique.

Des campagnes de sensibilisation multimédias seront menées dans tout le pays, combinant :

- Ateliers éducatifs dans les écoles pour normaliser le dialogue sur la question
- Programmes radio communautaires et capsules vidéo diffusées sur les réseaux sociaux pour toucher les zones urbaines et rurales;
- Création de supports pédagogiques innovants (bande dessinée, web série éducative, application mobile interactive) pour renforcer la compréhension et l'appropriation du sujet.

Ce pilier vise à bâtir une culture de la dignité menstruelle, où les règles sont perçues non comme une honte, mais comme un enjeu de santé publique, d'égalité et d'émancipation.

PARTENARIATS ET INFRASTRUCTURES

Le quatrième pilier repose sur la mise en réseau des acteurs publics, privés et communautaires, afin d'assurer un impact structurel et mesurable.

Le projet prévoit de mobiliser :

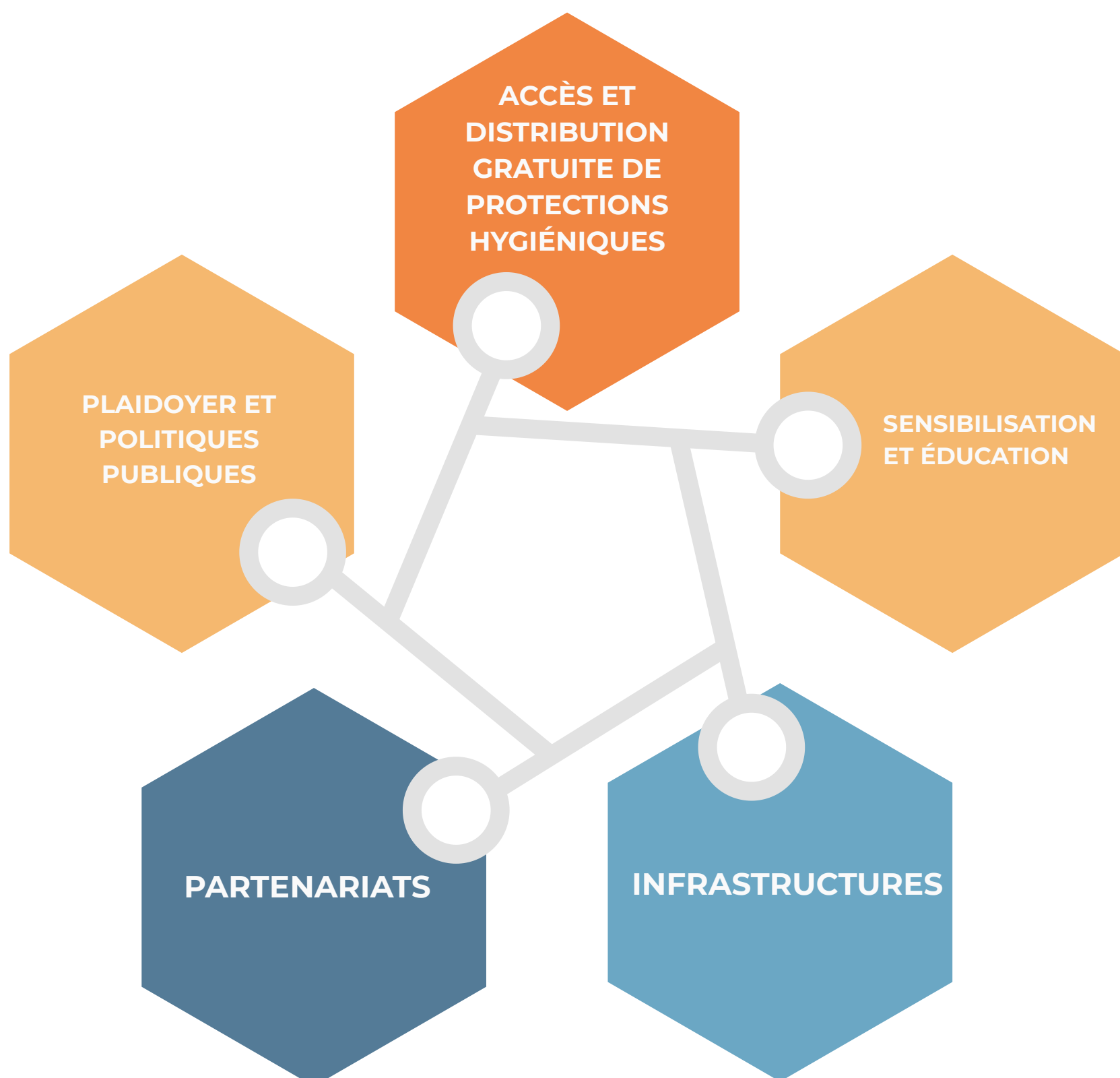
- Des entreprises à fort ancrage national (telles que Sonatel, TotalEnergies, Eiffage Sénégal) dans le cadre de leur politique de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ;
- Des partenaires internationaux (UN Women, UNICEF, CARE, Oxfam, Fondation Gates) pour le financement, l'appui technique et le plaidoyer global ;
- Les collectivités locales pour la mise à disposition d'espaces, la logistique et le suivi communautaire.

Parallèlement, le programme inclura la construction de 100 points d'eau et toilettes hygiéniques dans les écoles publiques, entre 2027 et 2028, à raison d'environ 5 millions de FCFA par infrastructure, afin d'assurer un environnement sanitaire adapté aux besoins menstruels des élèves.

Ce pilier établit les fondations d'une infrastructure durable, portée par la coopération, la responsabilité partagée et l'investissement social à long terme.

Ces cinq piliers stratégiques traduisent la cohérence et la complémentarité de l'action de Justice Menstruelle Sénégal. Ils articulent l'urgence humanitaire (accès aux produits et aux sanitaires) avec le changement structurel (éducation, plaidoyer, mobilisation collective).

En les mettant en œuvre de manière concertée, JMS ambitionne de poser les fondations d'une politique nationale de dignité menstruelle, inscrite dans la durée, la justice et la solidarité.





PLAN DE MISE EN ŒUVRE ET BESOINS FINANCIERS

Ce plan quinquennal expose les ambitions et les besoins stratégiques de Justice Menstruelle Sénégal (JMS) pour les cinq prochaines années, dans le cadre de la lutte contre la précarité menstruelle au Sénégal.

Pour l'année 2026, l'objectif prioritaire sera de faire connaître davantage l'Association et sa mission, tout en lançant la phase pilote du programme.

Durant cette première année, 8 000 femmes et jeunes filles seront accompagnées et suivies pendant douze mois.

Chaque bénéficiaire recevra six kits hygiéniques par trimestre, soit 24 kits sur l'année, représentant une distribution totale de 192 000 kits.

Ce suivi longitudinal permettra de mesurer les effets concrets du programme sur la santé, la dignité et le quotidien des femmes, ainsi que sur le taux d'absentéisme scolaire chez les jeunes filles.

Cette phase pilote servira également à analyser la qualité des produits, à identifier les besoins connexes (eau, assainissement, hygiène, éducation) et à collecter les données nécessaires pour ajuster le modèle avant son extension.

En 2027, JMS visera à consolider et élargir la portée du programme, tout en approfondissant la connaissance du terrain à travers trois études majeures :

- Une étude d'impact sur la phase pilote,
- Une étude de marché sur les protections hygiéniques locales et importées,
- Et une étude sur l'endométriose et la santé menstruelle, menée sur la période 2027-2029.

Ces études permettront de documenter scientifiquement la précarité menstruelle, d'évaluer les comportements et de renforcer le plaidoyer politique et fiscal, notamment pour l'exonération de la TVA sur les produits hygiéniques.

Cette année verra aussi la mise en place d'infrastructures sanitaires dans les écoles, centres communautaires et établissements de formation, afin d'améliorer durablement les conditions d'hygiène et d'accès à l'eau.

En 2028, l'Association mettra en œuvre les recommandations issues des études et renforcera ses partenariats techniques et institutionnels avec les producteurs et distributeurs locaux.

Cette collaboration visera à améliorer la disponibilité, la qualité et l'accessibilité des produits menstruels, tout en favorisant les initiatives locales et les démarches RSE des entreprises partenaires.

Parallèlement, JMS poursuivra une campagne nationale d'éducation et de sensibilisation sur la santé menstruelle et reproductive, en lien avec les écoles, les universités et les médias.

En 2029, JMS consolidera ses acquis, développera ses alliances régionales et encouragera la diffusion du modèle "Justice Menstruelle" dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest confrontés aux mêmes enjeux.

L'étude sur l'endométriose sera finalisée et publiée, contribuant à renforcer la visibilité de la santé menstruelle dans les politiques publiques et à soutenir la recherche médicale.

Enfin, en 2030, JMS procédera à l'évaluation d'impact finale du plan stratégique, couvrant les dimensions sociales, éducatives, sanitaires et institutionnelles.

L'objectif sera de mesurer les progrès accomplis, de consolider les partenariats durables et de garantir la pérennité du modèle, grâce à des financements mixtes, mécénat, RSE et subventions publiques

Année	Actions clés	Résultats attendus
2026	• Lancement officiel du programme et campagne nationale “Justice Menstruelle Sénégal” • Distribution pilote de 48 000 kits par trimestre (192 000 kits/an) à 8 000 femmes • Démarrage de l’étude d’impact de la phase pilote • Lancement de l’étude de marché sur les protections hygiéniques	• 8 000 bénéficiaires directs suivis • Données de référence disponibles sur les pratiques et produits • Premières bases de plaidoyer documentées
2027	• Poursuite et finalisation des études (impact + marché) • Lancement de l’étude sur l’endométriose et la santé menstruelle (2027–2029) • Extension du programme à de nouvelles zones rurales et scolaires • Plaidoyer fiscal pour la réduction ou l’exonération de la TVA sur les produits hygiéniques	• Résultats consolidés des deux premières études • Données sanitaires et sociales fiables • Recommandations politiques formalisées
2028	• Mise en œuvre des recommandations issues des études • Partenariat renforcé avec les producteurs locaux pour l’approvisionnement à coût réduit • Campagne nationale d’éducation et de sensibilisation sur la santé menstruelle et reproductive • Suivi à mi-parcours du plan stratégique	• Amélioration mesurable de l’accès aux produits • Baisse moyenne des prix sur le marché local • Début d’une éducation menstruelle structurée
2029	• Consolidation des partenariats RSE et institutionnels • Diffusion régionale du modèle JMS (coopérations avec ONG et réseaux féminins en Afrique de l’Ouest) • Finalisation de l’étude sur l’endométriose et publication des résultats • Renforcement des infrastructures sanitaires dans les écoles et centres communautaires	• 200 000 bénéficiaires cumulés • Reconnaissance scientifique et institutionnelle du modèle • Présence de JMS dans 2–3 pays partenaires
2030	• Évaluation d’impact finale du plan quinquennal (sociale, sanitaire et éducative) • Pérennisation du financement via mécénat, RSE et subventions pluriannuelles • Consolidation des structures locales JMS dans plusieurs régions du Sénégal • Adoption d’un cadre politique national sur la dignité menstruelle	• Réduction significative de l’absentéisme scolaire lié aux règles • Modèle sénégalais reconnu à l’échelle régionale • JMS devient référence nationale en santé menstruelle

Ce plan quinquennal s’inscrit dans une démarche de construction progressive et collective, combinant action de terrain, recherche, plaidoyer et éducation. Justice Menstruelle Sénégal entend ainsi jouer un rôle central dans la structuration du secteur de la santé menstruelle, en accompagnant les initiatives locales, en facilitant la coopération entre les acteurs publics et privés, et en veillant à ce que chaque fille et chaque femme du Sénégal et, demain, d’Afrique de l’Ouest puisse vivre ses règles dans la dignité et la sérénité.

BUDGET PRÉVISIONNEL DES DÉPENSES (2026–2030)

Le budget prévisionnel sur cinq ans présente les besoins financiers nécessaires à la mise en œuvre du plan stratégique 2026–2030 de Justice Menstruelle Sénégal (JMS).

Il regroupe l'ensemble des dépenses liées aux programmes et activités, à la rémunération du personnel permanent et volontaire, aux frais logistiques et de mobilité, aux investissements matériels, à la communication et à la gestion administrative.

Ce budget repose sur une montée en puissance progressive du projet : une phase pilote en 2026, une extension territoriale entre 2027 et 2028, puis une stabilisation et une autonomisation progressive à partir de 2029.

Tableau du budget prévisionnel
(en FCFA)

Libellé /année	2026	2027	2028	2029	2030
Activités					
Kits hygiéniques jetables (en francs)	40 000 000	80 000 000	120 000 000	160 000 000	160 000 000
Kits hygiéniques réutilisables	22 000 000	44 000 000	660 000 000	88 000 000	88 000 000
Compléments hygiéniques (savons, eau de javel etc.)	20 000.000	32 000 000	48 000 000	64 000 000	64 000 000
Construction d'inf. sanitaires		3 000 000	10 000 000	15 000 000	15 000 000
Total des activités	82 000 000	159 000 000	244 000 000	327 000 000	327 000 000
Ressources humaines					
Permanents (5)	9 600 000	9 600 000	12 600 000	12 600 000	12 600 000
Volontaires (12) pour distribution et suivi	6 720 000	6 720 000	13 440 000	13 440 000	13 440 000
Hébergement et nourriture lors de la distribution et du suivi	16 800 000	16 800 000	33 600 000	33 600 000	33 600 000
Total des ressources humaines	33 120 000	33 120 000	59 640 000	59 640 000	59 640 000
Immobilisation					
Location de voiture (8 fois par année)	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Carburant	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000
5 ordinateurs	1 250 000		1 250 000		
12 tablettes	2 880 000				
Logistiques et stockage	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Total des immo	9 530 000	5 400 000	6 650 000	5 400 000	5 400 000
Communication et sensibilisation					
Ambassadeurs Créateurs de contenu	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
App web et maintenance	1 000 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Bande dessinée et support imprimés	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Total communication	6 000 000	5 500 000	5 500 000	5 500 000	5 500 000
TOTAL DES BESOINS	130 650 000	203 020 000	315 790 000	397 540 000	397 540 000

PHASE PILOTE ET JUSTIFICATION DE LA DISTRIBUTION

Pour l'année 2026, Justice Menstruelle Sénégal (JMS) prévoit la distribution de 48 000 kits hygiéniques par trimestre, soit un total de 192 000 kits sur l'année.

Ces kits seront destinés à 8 000 femmes et jeunes filles issues de différentes localités sélectionnées selon des critères de vulnérabilité (revenus, accès aux infrastructures sanitaires, contexte scolaire, etc.).

Chaque bénéficiaire recevra six kits par trimestre, couvrant un cycle de trois mois. Cette méthode permettra à l'association d'évaluer, sur une année complète, l'efficacité, la qualité et l'impact des kits sur la santé, la dignité et l'assiduité scolaire des bénéficiaires.

Il s'agira d'une phase pilote de suivi longitudinal : JMS observera l'évolution des conditions d'hygiène et des besoins de ce premier groupe afin de déterminer la pertinence d'un accompagnement continu sur douze mois ou d'une rotation par cohortes dans les années suivantes. Les localités retenues feront l'objet d'une analyse approfondie, afin d'identifier les zones où les besoins sont les plus critiques et où la précarité menstruelle a les impacts les plus sévères.

Les résultats de cette première phase permettront de poser les bases d'un modèle d'intervention pérenne et scientifiquement étayé pour la période 2027-2030.

Chaque kit sera accompagné de produits d'hygiène de base (savon, eau de javel, serviette de toilette, etc.), afin d'améliorer les conditions sanitaires globales des bénéficiaires.

Ces distributions s'accompagneront d'activités de sensibilisation et de formation sur la santé menstruelle, l'hygiène intime, la gestion des déchets et la lutte contre les tabous.

À partir de 2027, l'association procédera à l'extension progressive du programme sur l'ensemble du territoire, selon les résultats observés en 2026.

Parallèlement, JMS entamera la construction annuelle de 3 à 10 blocs sanitaires dans les établissements scolaires, de formation ou pénitentiaires, afin de garantir un environnement adapté à la dignité menstruelle.



Sur le plan organisationnel, JMS mobilise huit employé·es permanents chargés de la coordination, de la gestion financière, de la communication, de la logistique et du suivi-évaluation, ainsi qu'une équipe de 12 volontaires activée chaque trimestre pour les opérations de distribution et de collecte de données sur le terrain.

Ces missions sont planifiées sur deux semaines par trimestre (une semaine de distribution et une semaine de suivi), sous la supervision directe de la Présidente et de la Chargée de l'organisation et de la logistique.

Pour assurer une logistique fluide et sécurisée, l'association prévoit l'acquisition de deux véhicules :

Un minibus en 2026, pour le transport de l'équipe et du matériel de distribution,

Et un second véhicule en 2028, lorsque l'équipe sera renforcée et le programme étendu à d'autres régions.

Enfin, la communication demeure un pilier stratégique.

Elle vise à changer la perception sociale des menstruations à travers des campagnes ciblées auprès des femmes, des hommes, des jeunes et des parents.

JMS mise sur le numérique et la proximité : sensibilisation via les réseaux sociaux, création d'une application mobile éducative, diffusion de supports pédagogiques (bandes dessinées, vidéos, brochures).

Ces outils permettront d'aborder les normes d'hygiène, la gestion du cycle et des déchets, ainsi que la prévention des infections.

Les plateformes digitales serviront aussi d'outil de suivi participatif, en recueillant les retours et témoignages des bénéficiaires, pour alimenter les rapports d'impact trimestriels et annuels.

En résumé, cette approche repositionne 2026 comme une année de test et de consolidation, centrée sur :

- Le suivi approfondi de 8 000 femmes pour comprendre les réalités locales ;
- La collecte de données empiriques avant extension ;
- Et la préparation d'une montée en puissance maîtrisée vers un modèle durable, productif et national.



PLAN DE MOBILISATION DE RESSOURCES

La mise en œuvre du plan stratégique 2026–2030 repose sur une conviction simple : nous devons d'abord compter sur nous-mêmes.

Justice Menstruelle Sénégal (JMS) croit profondément que la transformation sociale durable ne se fera ni par la dépendance, ni par l'assistanat, mais par une mobilisation collective, nationale et responsable des ressources existantes : publiques, privées et citoyennes.

L'objectif est clair : garantir la pérennité du programme tout en construisant un modèle de solidarité durable, ancré dans les réalités économiques et sociales du Sénégal.

JMS adopte une approche mixte, combinant financements institutionnels, partenariats privés, mécénat citoyen et innovations numériques.

Cette diversité des sources permet de sécuriser les actions prioritaires tout en préservant l'indépendance du mouvement.

Ce plan de mobilisation repose sur quatre leviers essentiels : la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), la mobilisation citoyenne, l'appui institutionnel de l'État et la coopération internationale.

Ensemble, ils forment le socle d'une stratégie durable et participative au service de la dignité menstruelle.

LEVIER PRIORITAIRE : LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE)

Le levier RSE constitue le pilier central de la stratégie de mobilisation de JMS.

Car la RSE, au-delà d'un concept économique, est un engagement moral et citoyen : celui des entreprises envers le pays, envers les communautés qui les font vivre, envers les femmes et les jeunes filles qui en sont la force invisible.

Soutenir la justice menstruelle, c'est soutenir l'éducation, la santé, la dignité et l'Égalité.

C'est contribuer à une cause nationale longtemps restée sous les radars, dans le silence et l'injustice.

C'est aussi participer concrètement au développement durable, conformément aux ODD (3, 4, 5, 6 et 10) et à la Stratégie Nationale de Développement (SND 2025–2029).

À travers des partenariats RSE annuels ou pluriannuels, JMS invite les entreprises à :

- Financer la distribution gratuite et permanente de protections hygiéniques dans les écoles, universités, daaras, hôpitaux et prisons ;
- Contribuer à la rénovation et à la construction d'infrastructures sanitaires adaptées ;
- Soutenir les campagnes de sensibilisation et d'éducation menstruelle, à travers leurs canaux et leurs équipes ;
- Participer à la recherche et à l'innovation locale pour renforcer la souveraineté sanitaire du pays.

Chaque entreprise partenaire bénéficiera d'une visibilité institutionnelle à travers le label national *"Entreprise engagée pour la dignité menstruelle"*, symbole d'impact et de responsabilité sociale, attestant de leur contribution directe à une cause nationale.

MOBILISATION CITOYENNE ET CROWDFUNDING SOCIAL

Parce que la dignité ne doit pas être un privilège, JMS mettra en place un système de financement participatif accessible à tous.

Chaque citoyen, chaque membre de la diaspora, chaque sympathisant pourra contribuer, peu importe le montant, à travers une plateforme de crowdfunding social dédiée à la justice menstruelle.

Des campagnes thématiques seront régulièrement lancées :

- "Une fille, un kit";
- "Une école, des sanitaires";
- "Une région sans tabou".

Elles permettront à chacun de s'identifier à une action concrète et mesurable.

La transparence sera totale : chaque don sera tracé, chaque action documentée, chaque bénéficiaire recensé.

Ces campagnes symboliseront une chose : que la solidarité populaire peut devenir un levier de dignité nationale



PARTENARIATS INSTITUTIONNELS ET APPUI DE L'ÉTAT

JMS considère l'État du Sénégal comme un partenaire essentiel et stratégique. Garantir la dignité menstruelle ne relève pas seulement de la solidarité, mais aussi de la justice sociale et du droit.

Les ministères de l'Éducation nationale, de la Santé, de la Femme et des Collectivités territoriales sont des alliés naturels dans la mise en œuvre des actions de terrain.

L'association travaillera à l'intégration de la santé menstruelle dans :

- Les programmes scolaires et sanitaires nationaux;
- Les politiques publiques locales, à travers les communes et les conseils départementaux;
- Les dispositifs d'appui communautaire (Badienou Gokh, relais de santé, associations de femmes).

Le soutien de l'État permettra de renforcer la coordination, la logistique et la pérennité des actions dans toutes les régions du pays.

PARTENARIATS INTERNATIONAUX ET COOPÉRATION

Si JMS privilégie d'abord les ressources endogènes, elle reconnaît aussi l'importance des alliances internationales.

Les partenariats avec les agences onusiennes (ONU Femmes, UNFPA, UNICEF), les bailleurs de fonds (Banque mondiale, BAD, Union européenne) et les coopérations bilatérales (France, Canada, Allemagne, etc.) permettront de :

- Renforcer la recherche et les données sur la précarité menstruelle;
- Intégrer le Sénégal dans les réseaux mondiaux de la dignité menstruelle;
- Bénéficier d'expertises techniques, d'appuis matériels et de financements ciblés.

Toutefois, JMS veillera à ce que ces appuis complètent les efforts nationaux sans les remplacer, afin de préserver l'autonomie et la durabilité du mouvement.

SUIVI, ÉVALUATION ET ÉTUDES STRATÉGIQUES

La mise en œuvre du plan stratégique 2026–2030 de Justice Menstruelle Sénégal (JMS) reposera sur une démarche fondée sur la preuve et sur un dispositif rigoureux de suivi-évaluation.

L'objectif est d'assurer la transparence, la redevabilité et l'amélioration continue du programme à partir de données concrètes recueillies sur le terrain.

1. Suivi et rapports périodiques

À la suite de chaque phase de distribution, un rapport de suivi trimestriel sera élaboré pour évaluer les activités menées, les résultats obtenus et les difficultés rencontrées.

Ces rapports permettront d'ajuster la mise en œuvre et de mesurer l'évolution des indicateurs clés (santé, éducation, perception, logistique).

Un rapport annuel consolidé viendra compléter ce dispositif, présentant les principaux résultats et recommandations de l'année.

Ainsi, JMS produira chaque année quatre rapports trimestriels et un rapport annuel de synthèse, garantissant un suivi régulier et une traçabilité complète de ses actions.

2. Étude d'impact de la phase pilote (2026–2027)

Cette première étude portera sur les 8 000 femmes bénéficiaires de la phase pilote.

Elle mesurera les effets directs du programme sur :

La réduction de l'absentéisme scolaire,

L'amélioration des pratiques d'hygiène menstruelle,

Et le changement des représentations sociales liées aux règles.

L'étude permettra également d'évaluer la pertinence des kits distribués, la satisfaction des bénéficiaires et l'efficacité du dispositif de suivi. Ses conclusions serviront à ajuster le modèle d'intervention avant son élargissement à d'autres zones.

3. Étude de marché sur les protections hygiéniques (2026–2027)

Cette étude visera à cartographier le marché sénégalais des produits menstruels afin de mieux comprendre :

La part des produits locaux et importés,

Les structures de distribution,

Les coûts et contraintes fiscales,

Et les difficultés d'accès rencontrées par les femmes.

L'objectif est de disposer de données économiques fiables pour favoriser la production locale, améliorer l'accès aux produits et soutenir le plaidoyer pour une TVA zéro sur les protections hygiéniques.

4. Étude sur l'endométriose et la santé menstruelle (2027–2029)

Parce que la précarité menstruelle touche aussi à la santé et au bien-être, JMS mènera une étude sur l'endométriose et la santé menstruelle.

Cette étude aura pour but :

D'évaluer la connaissance et la perception de cette maladie au Sénégal,

D'identifier les obstacles au diagnostic et à la prise en charge,

Et de renforcer la sensibilisation sur la santé menstruelle dans les écoles et les communautés.

Les résultats permettront d'orienter les futures actions de sensibilisation et de contribuer à briser le tabou médical autour de la douleur menstruelle.

5. Mise en œuvre et faisabilité

Ces études seront réalisées avec les moyens disponibles, en s'appuyant sur les équipes internes de JMS, les volontaires, et le réseau de partenaires institutionnels et communautaires. Elles feront l'objet d'un calendrier précis et de financements dédiés à rechercher, sans alourdir le budget principal du programme.

Ce dispositif de suivi et d'analyse permettra à JMS de fonder ses actions sur des données concrètes et vérifiables, et de renforcer la crédibilité de son plaidoyer auprès des acteurs publics et privés.

CONCLUSION

Ce plan stratégique 2026–2030 marque une étape déterminante dans la construction d'un mouvement national pour la dignité menstruelle au Sénégal.

Il ne s'agit pas seulement d'un programme d'action, mais d'un projet de société, fondé sur la conviction que la justice menstruelle est au croisement de toutes les luttes : celles de l'éducation, de la santé, de l'égalité et de la dignité humaine.

À travers ses cinq piliers d'intervention : distribution gratuite, sensibilisation, plaidoyer politique et fiscal, mobilisation RSE, et rénovation des infrastructures sanitaires, Justice Menstruelle Sénégal (JMS) entend agir sur les causes profondes de la précarité menstruelle et transformer durablement les conditions de vie de millions de filles et de femmes.

Mais cette transformation ne peut se réaliser que dans un esprit de responsabilité partagée :

- L'État, garant du droit à la santé et à l'éducation, doit intégrer la santé menstruelle dans les politiques publiques et les budgets nationaux.
- Les entreprises, à travers la RSE, ont le devoir moral de soutenir cette cause nationale et de s'inscrire dans un développement réellement inclusif.
- Les citoyens, au Sénégal comme dans la diaspora, sont appelés à participer, à témoigner et à soutenir par leurs gestes, leurs voix et leurs engagements.
- Et les partenaires internationaux, enfin, peuvent accompagner cette dynamique sans jamais la remplacer, dans le respect de l'autonomie et de la souveraineté sociale du pays.

Ensemble, ces forces vivantes de la nation peuvent bâtir un nouveau contrat social, où la dignité menstruelle n'est plus un combat marginal, mais une priorité nationale et un symbole de progrès collectif.

Justice Menstruelle Sénégal n'est pas un simple projet. C'est un mouvement d'espoir et de vérité, né du refus du silence et du déni. C'est la promesse d'un avenir où plus aucune fille ne manquera l'école, ne sera humiliée, ni privée d'opportunités à cause de ses règles.

Parce que la dignité n'est pas un luxe c'est un droit.

Et parce qu'un pays qui protège ses femmes, protège son avenir.

